

<https://ricochets.cc/Guerre-du-regime-russe-la-poursuite-de-l-extractivisme-et-de-la-puissance-militaire.html>



Guerre du régime russe à l'Ukraine : poursuivre l'extractivisme en utilisant la puissance militaire disponible



- Les Articles -

Publication date: jeudi 24 mars 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Deux articles pour tenter de comprendre les ressorts structurels, étatico-économiques, de la guerre à l'Ukraine menée par le régime russe.

Où on verra que, contrairement au discours dominant, la mondialisation des échanges capitalistes et les liens commerciaux croisés ne sont pas la garantie de l'absence de guerre entre Etats.

Et aussi mon commentaire sur la nature de "la paix" qui s'intercale entre les guerres militaires.

1. Les fondements économiques de la guerre russe en Ukraine

[Les fondements économiques de la guerre russe en Ukraine](#) - L'évolution économique de la Russie depuis 1991 permet de comprendre la fuite en avant militaire du régime. Plus qu'un conflit entre deux modèles de capitalisme concurrents, la guerre livrée à l'Ukraine répond au besoin de nouvelles ressources, de nouveaux marchés.

► Extraits :

(...)

Une guerre de grande ampleur contre un pays de 44 millions d'habitants ne s'engage pas sans qu'une lecture du contexte économique ne soit prise en compte.

Aussi doit-on s'efforcer de saisir le conflit dans le cadre de l'évolution du système capitaliste avant son déclenchement. Le premier élément de réponse réside dans la situation russe elle-même.

(...)

Dans cette structure, la Russie poutinienne tolère donc en grande partie l'évasion de valeur menée par les oligarques vers les paradis fiscaux et leurs lieux de résidence à Londres ou dans les pays méditerranéens. Mais une partie de cette valeur est récupérée par l'État pour assurer l'enrichissement personnel des dirigeants, une partie des investissements non réalisés par le secteur privé et le renforcement de l'appareil sécuritaire. Les oligarques continuent de s'enrichir, les dirigeants assurent leur maintien au pouvoir.

(...)

Globalement, le développement russe post-soviétique est un échec. La Russie n'est pas redevenue la grande puissance économique qu'était l'URSS. Son PIB nominal est resté inférieur à celui de l'Italie et son PIB par habitant a été dépassé par celui de la Pologne et est désormais talonné par la Chine, deux pays jadis très loin des niveaux de richesse de l'ancienne URSS.

Elle est clairement dans le camp des perdants de l'évolution économique mondiale des 30 dernières années. C'est un pays centré sur l'extraction de ressources et qui, pour reprendre les termes des penseurs de l'impérialisme, est voué à être une périphérie fournisseuse de matières premières du centre.

Un tel système est intrinsèquement parcouru de contradictions dangereuses. Le maintien du pouvoir repose à la fois sur l'idée d'une amélioration de la situation des masses au regard des années 1990, mais aussi sur le maintien d'une accumulation ultra-concentrée.

La résolution de cette contradiction est complexe. Elle implique évidemment la répression, mais aussi une politique nationaliste. C'est un ressort habituel de ce type de régime pour maintenir l'ordre. Dans le cas russe, cela s'appuie sur un sentiment de revanche et de sursaut faisant suite aux reculs de la zone d'influence russe depuis la fin des années 1990.

Mais ce ressort vient ouvrir une autre contradiction : l'héritier de la puissance militaire soviétique dispose effectivement d'un arsenal militaire de grande puissance tout en étant une puissance économique secondaire. Face à ces contradictions, la tentation de la fuite en avant pour un régime autoritaire semble logique. Incapable de développer le pays économiquement, le pouvoir russe ne pouvait, pour assurer sa stabilité, qu'investir massivement dans la seule force dont il disposait : la force militaire.

(...)

Ce développement de l'impérialisme russe a conduit naturellement à des frictions avec d'autres zones d'influence, notamment celle des pays occidentaux, et le cœur de cette friction est devenu l'Ukraine à partir de 2014. Il est alors important de se souvenir que le capitalisme est d'abord une extension, y compris spatiale.

Lorsque l'extraction de valeur est de plus en plus difficile à réaliser, comme c'est le cas depuis les années 1970 et encore plus depuis 2008, l'expansion géographique pour ouvrir des marchés, trouver des ressources et de la main-d'œuvre bon marché est incontournable. Le retrait soviétique en Europe centrale et orientale s'est ainsi conjugué avec l'expansion économique allemande et son corollaire militaire états-unien. Dans ce cadre, entre deux capitalismes en recherche d'expansion, le choc était inévitable.

La crise de 2014 a alors plongé le régime russe dans une fuite en avant dangereuse. Les sanctions qui ont suivi l'invasion de la Crimée et le soutien aux séparatistes de Louhansk et Donetsk ont conduit Moscou à construire la « forteresse Russie », une économie jugée moins dépendante de l'extérieur et plus autonome. Cette politique a cependant encore aggravé les contradictions internes au régime.

(...)

Une telle situation ne pouvait donc qu'inciter le régime à relancer la logique impérialiste. D'autant que le succès apparent de la « forteresse Russie » donnait une forme d'assurance dans sa capacité à résister à de nouvelles sanctions. Les conditions d'un basculement du régime dans l'agression de l'Ukraine étaient ainsi largement posées : un contrôle du voisin permettrait dans cette logique de ressouder la population (éventuellement de lui faire accepter de nouveaux sacrifices) autour du prestige militaire, mais aussi de disposer de nouvelles ressources, notamment agricoles. Pour un pays construit autour de l'extraction de ressources, la proie pouvait être tentante. Et il pouvait s'agir de résoudre les contradictions propres au capitalisme russe.

(...)

Au reste, même si le cas russe est extrême, on sait que les liens entre puissance économique et puissance politique existent dans les économies occidentales. Depuis un demi-siècle, ces économies ont même pris, avec la pseudo-théorie du ruissellement et ses variantes (« les baisses d'impôts pour favoriser les investissements »), un chemin où l'État ménage la puissance économique et favorise le creusement des inégalités.

En réalité, la Russie a été dans les années 1990 le laboratoire des idées néolibérales pro-riches. Et que le modèle économique russe est le fruit de cette expérience. C'est donc une sorte de forme poussée à bout des lubies néolibérales. Mais alors, la différence entre les deux modèles de capitalisme devient principalement une différence d'intensité et non de nature.

L'autre élément est que, quand bien même la division entre les deux capitalismes existerait et perdurerait, les lignes sont assez floues. Des pays de l'UE comme la Pologne et la Hongrie auraient trouvé leur place dans le capitalisme politique, mais sont alignés sur les positions occidentales.

(...)

Les événements actuels viennent confirmer ce que l'on savait depuis 1914 : la domination mondiale du capitalisme n'est pas la garantie de la paix, y compris lorsqu'elle s'appuie sur des interdépendances commerciales. Dans un capitalisme structurellement en crise où il est de plus en plus difficile de dégager de la croissance, les logiques géopolitiques peuvent prendre le dessus pour s'approprier de nouvelles ressources, de nouveaux marchés ou apaiser des tensions sociales internes.

Lorsque, comme dans le cas russe, la contradiction entre la faiblesse de l'économie et la puissance militaire s'accroît, le conflit apparaît comme une possibilité sérieuse. Et les interdépendances commerciales sont mise à mal, soit parce qu'on les croit plus solides qu'elles ne sont, soit parce qu'on juge que les gains potentiels de leur rupture sont plus élevés. Les turbulences économiques issues des années 1990 et des crises successives qui ont eu lieu depuis 2008 ont donc rendu le monde plus dangereux. Dès lors, la guerre en Ukraine est moins un choc entre deux types de capitalisme qu'un nouveau symptôme d'un capitalisme en crise.



Guerre du régime russe à l'Ukraine : poursuivre l'extractivisme en utilisant la puissance militaire disponible

Poutine utilise son armée puissante pour maintenir l'économie en marche

2. Après la paix froide. Retour sur la trajectoire du capitalisme russe

▶ [Après la paix froide. Retour sur la trajectoire du capitalisme russe](#)

Cédric Durand analyse dans cet article les grandes dynamiques de l'économie russe depuis l'effondrement de l'URSS. Il propose en particulier une périodisation qui permet de mieux comprendre la politique de Poutine depuis son accession au pouvoir et les racines économiques de la poussée ultra-nationaliste et militariste qui s'exprime actuellement à travers la guerre menée contre l'Ukraine.

(...)

Au-delà du secteur des combustibles fossiles, divers instruments de politique industrielle et un encouragement actif aux investissements russes à l'étranger traduisent une volonté de soutenir l'émergence d'entreprises capables d'affronter la concurrence sur le marché mondial dans des domaines tels que la métallurgie, l'aéronautique, l'automobile, les nanotechnologies, l'énergie nucléaire et, bien sûr, les équipements militaires. L'objectif affiché était d'utiliser la rente provenant de l'exportation de ressources naturelles pour moderniser et diversifier une base industrielle largement obsolète afin de préserver l'autonomie de l'économie russe.

Cette tentative de restructuration des actifs productifs laissait entrevoir une vision de développement. Toutefois, certaines décisions stratégiques concernant la forme d'insertion dans le capitalisme mondial et le pacte liant les dirigeants politiques aux capitalistes nationaux ont empêché l'émergence d'une articulation interne appropriée de la formation sociale russe.

(...)

L'économie russe de la décennie précédant la guerre en Ukraine s'est donc caractérisée par une économie stagnante, le maintien d'une répartition extrêmement inégale des revenus et des richesses héritée des années 90 et un déclin économique relatif vis-à-vis des pays riches et de la Chine.

(...)



Guerre du régime russe à l'Ukraine : poursuivre l'extractivisme en utilisant la puissance militaire disponible

Energies, métaux, aliments clés, le nerf de la guerre

Commentaire - La fausse « paix » prépare les guerres militaires

Les Etats et le capitalisme, rivés à leur besoin irrépressible de puissance et de croissance, amarés à la concurrence et au productivisme, portent la guerre et la violence.

Ce qu'on appelle « la paix » c'est la guerre (néo)coloniale, la guerre économique meurtrière et totalitaire, les ventes d'armes à des régimes meurtriers, la dévastation des écosystèmes, la guerre contre-insurrectionnelle, la répression brutale des contestations, la misère morale et physique pour le plus grand nombre, la réification des humains, le

remplacement du vivant par des machines, par des usines à machins, à armenents et à pesticides, par des robots et des organismes obtenus par biologie de synthèse.

Cette « paix », c'est l'assujettissement, la dépendance, l'oppression, la tyrannie, l'exploitation, la misère, l'impuissance

Cette « paix », c'est l'assujettissement, la dépendance, l'oppression, la tyrannie, l'exploitation, la misère, l'impuissance.

C'est cette paix qui prépare activement les catastrophes climatiques, écologiques et sociales, et aussi qui prépare les guerres militaires.

Cette « paix » n'est qu'une « accalmie » temporaire dans certaines régions et pour certaines personnes, une accalmie faite de désastres quotidiens qui nourrissent et préparent des carnages de plus grande ampleur.

En tout cas, dans le cadre de l'Etat-capitalisme, de la civilisation industrielle, guerre et « paix » marchent ensemble, ce sont deux moyens différents mais complémentaires pour viser les mêmes fins meurtrières au service des mêmes entités monstrueuses.

La guerre industrielle et l'industrie en guerre contre le vivant portent toutes deux les couleurs rouge sang de la civilisation industrielle.

Guerre industrielle et industrie en guerre contre le vivant

Donc, les humains civilisés d'ici et d'ailleurs qui s'effraient de la guerre et qui veulent la paix devraient s'interroger en profondeur.

De quelle paix parlent-ils ?

De la fausse « paix », c'est à dire de la guerre étatico-économique perpétuelle, ou d'une paix véritable assise sur des sociétés vivables et désirables ?

Quelle paix désirent-ils ? Une paix illusoire et éphémère où ils se croient à l'abri derrière des murs et des piles de missiles, où leur confort relatif est obtenu au prix du pillage des restes du monde, ou une paix durable pour tous ?

Si les humains civilisés désirant la paix ne luttent pas pour la fin de l'Etat-capitalisme et de la civilisation industrielle, s'ils ne luttent pas pour que cesse cette fausse « paix » source de guerres, alors ils sont totalement inconséquents, naïfs, voire complices.



Guerre du régime russe à l'Ukraine : poursuivre l'extractivisme en utilisant la puissance militaire disponible

La guerre économique quotidienne, l'autre guerre, l'autre face de la guerre

D'autre part, vu les pénuries de pétrole et de diverses matières premières qui se précisent, bon nombre d'Etats vont se retrouver dans une situation similaire à la Russie. **Une récession économique et des régimes autoritaires avec des pays remplis d'armes.**

La Russie pourrait bien être notre futur. La multiplication des guerres est notre futur si on reste dans le cadre existant.

L'Etat-capitalisme c'est No Futur. Soit on en sort, soit on en crève.

Ukraine : une guerre pour l'ordre mondial qui se désintègre

▶ par Herbert Böttcher -

L'attaque cynique de la Russie contre l'Ukraine est condamnée sans « si » et sans « mais », et elle ne peut être justifiée en aucune façon : elle fait des morts et des blessés, force les gens à fuir et à détruire les infrastructures vitales. Avec cette guerre, les « guerres de l'ordre mondial » atteignent un niveau nouveau et dangereux d'accélération. Partant des batailles en Irak et en ex-Yougoslavie dans les années 90, ces guerres ont été menées principalement dans ces États ruinés, qui se trouvent principalement dans le Sud mondial, et ont détruit le mode de vie de nombreuses personnes, amenant de plus en plus de personnes à la fuite et la mort.

La situation concernant l'invasion russe ne peut pas s'expliquer en partant de la malice de Poutine en tant que dirigeant autocratique, et même pas en partant de la malice des actions des acteurs occidentaux. Pour être décisif, ce sont les contextes structurels dans lesquels se positionnent les actions des acteurs qui interviennent dans la situation. C'est le contexte de l'effondrement de l'ordre mondial dominant, et de ses empires, vu dans la crise du capitalisme. Le processus de désintégration, maintenant il ne peut plus se limiter seulement aux « États en ruine » qui sont en périphérie, mais il commence à « faire pression » sur les États européens également.

La Russie est le « frère jumeau » de l'Occident capitaliste

En 1989, l'Occident capitaliste pensait avoir gagné l'Est effondré. Il n'était pas possible de comprendre que ce n'était pas un concurrent systémique, mais que c'était plutôt le « frère jumeau » de l'Occident capitaliste, même maintenant il est arrivé à la fin : il s'agissait de la variante étatique de la production des marchandises, c'est l'État l'apitalisme est aussi sous-estimé. Pourtant, l'effondrement de cette variante de la production de produits de base était déjà l'expression du fait que la production capitaliste de produits de base se dirigeait vers sa crise finale, puisqu'elle est obligée de remplacer les emplois, c'est créer de la valeur et de la plus-value, par la technologie, et donc se priver de ses propres nutriments. La concurrence pour localiser les investissements qui accompagnent la production moderne de matières premières, qui avait entraîné la destruction du blocus de l'Est, en raison de ses options d'action capitaliste limitées par l'État, a maintenant conduit à cela. qui est le deuxième « effondrement majeur de la modernisation » (Robert Kurz) suite à la crise du Sud mondial.

(posté par Palim Psao)